

Les vingt-sept numéros de la revue *Critique régionale*, avec pour sous-titre *Cahiers de sociologie et d'économie régionales* paraîtront de 1979 à 2000, avant de prendre l'intitulé de *Travail Emploi Formation*, et de s'interrompre, après dix numéros, en 2012. Le changement de titre traduisait l'évolution de l'équipe rédactionnelle dont elle était l'émanation. A présent, la revue entame une nouvelle étape.

A l'origine, la création de *Critique Régionale* a été le point de rencontre d'un groupe de jeunes chercheurs et d'un projet intellectuel autour d'une petite ASBL, le Comité pour l'étude des problèmes de l'emploi et du chômage (CEPEC), issue de l'institut de sociologie de l'ULB. Le comité de rédaction composé de huit membres, comptait cinq jeunes chercheurs, sans assise académique et au statut précaire. Marie-Laure Roggemans, assistante et chargée de recherche à l'Institut était sans doute la plus stable. Les autres (Marie-Noëlle Hubeau, Annick Messiaen, Marcelle Stroobants et moi-même) n'avions que des contrats précaires au CEPEC. Dès le deuxième numéro un nouveau jeune chercheur, Pierre Desmarez, devait encore s'ajouter au nombre et par la suite Adinda Van Heerswynghels assurera le secrétariat de rédaction. Les trois autres membres du comité de rédaction étaient extérieurs à l'université. Camille Deguelle était un des responsables de la toute nouvelle Société de développement pour la région de Bruxelles SDRB, René de Schutter, venait de quitter le mandat de secrétaire régional de la FGTB de Bruxelles qu'il avait exercé de 1966 à 1977. Enfin Henri Miller était responsable de la section wallonne du Bureau du Plan. Cette composition du comité de rédaction reflétait un projet de sensibilité de gauche, en marge de l'université et engagé dans les transformations récentes de la société. Par la suite l'ancrage institutionnel de la revue se consolidera quelque peu par la création du Centre de sociologie et d'économie régionales CSER au sein de l'Institut de sociologie, qui sera une sorte de doublure du CEPEC à l'ULB et

qui deviendra ensuite le Centre de sociologie du travail, de l'emploi et de la formation TEF.

Le groupe à l'origine de *Critique Régionale* avait une double ambition. Diffuser le résultat de ses recherches et les mettre en débat dans un espace non confiné au milieu académique. Le fait régional cristallisait au départ ce projet. Au moment même où les structures de l'état entamaient une mutation majeure, l'ULB n'avait aucun centre de recherche spécialisé sur la question. Dans son premier numéro, *Critique régionale*, définit en ces termes son angle d'approche : « A la fois masque des tensions socio-économiques par le développement d'idéologies et de regroupements populistes, le régionalisme est également révélateur, et avec quelle force, de ces tensions (...). Ses manifestations témoignent d'une tendance (...) vers la décentralisation institutionnelle, à la planification régionale des activités économiques, voire à des aspirations autogestionnaires »¹. Pour ce faire, la revue se propose de « rompre avec le formalisme » des descriptions des institutions et des politiques et « de poser les questions relatives aux conditions d'existence (...) des politiques et des organisations », sans scinder l'économique, le social, le psychologique et le technique. En conséquence chaque numéro de la revue se présentera comme une tentative limitée permettant de confronter les recherches menées dans le cadre du Centre avec des pratiques.

La revue, qui a bénéficié d'un crédit symbolique du Ministère de l'éducation nationale, reposait en fait sur les contrats de recherche du CEPEC dont dépendait l'emploi des chercheurs. Ainsi, les deux premières recherches sur contrat du CEPEC, à savoir l'industrialisation du bâtiment et l'étude des marchés locaux du travail (région de Charleroi) seront aussi les thèmes des deux premiers numéros de *Critique régionale*². Un projet de « cadre spécial temporaire (CST) »³ du CEPEC sur la finalisation de la recherche scientifique donnera lieu au numéro 3 sur l'innovation technologique (1980) et au numéro 6, intitulé : Du mode de production des sciences (1981). Un contrat de recherche sur l'éducation des adultes et la formation des chômeurs donnera lieu au numéro 9, sur la transition professionnelle (1983) et à la création d'une association de formation et d'insertion professionnelle DEFIS, en partenariat avec des groupes d'éducation permanente et les deux organisations syndicales

¹ La source des citations, sauf indication contraire, est l'éditorial du premier numéro de *Critique régionale*, Novembre 1979.

² Numéro 1, La planification décentralisée du logement (1979) et numéro 2, La segmentation du marché du travail (1980).

³ Premier grand programme d'emplois subventionnés pour la mise au travail des chômeurs, le « cadre spécial temporaire (CST) » sera suivi par la suite par plusieurs autres mesures semblables comme le « troisième circuit du travail (TCT) » ou les « agents contractuels subventionnés (ACS) ».

(FGTB et CSC) et qui trouve aujourd'hui son prolongement dans l'Université populaire de Bruxelles. Citons encore à titre d'exemple le numéro 10, sur l'immigration (1984) qui prolonge un contrat de recherche sur le logement des travailleurs immigrés ou encore le numéro 14 intitulé : Le travail en sociologie (1986) qui, à la différence des autres, se livre à un aperçu critique des sciences du travail.

Le rythme de parution de la revue, reflète l'évolution de ses initiateurs qui se sont progressivement intégrés à l'ULB. D'abord comme chercheurs sur contrat au Centre de sociologie et d'économie Régionales de l'Institut de sociologie, ensuite, pour certains d'entre eux, comme assistants et par après, quelques uns seront stabilisés comme premiers assistants et chargés de cours. Le groupe de chercheurs trouvera des assises plus solides à partir de 1990 dans la mise en place par les services de la politique scientifique SPSS d'un nouveau programme de recherche en sciences sociales. Le CEPEC-CSER était sélectionné comme « Point d'appui » du volet « emploi, travail, formation de ce programme ».

Deux nouvelles publications, issues du « Point d'appui », une *Lettre d'information TEF* trimestrielle, et les *Dossiers du TEF paraîtront* à partir de 1991. A partir de ce moment les parutions de la revue deviendront plus irrégulières et celle-ci prendra le nom de Travail Emploi Formation TEF en 2000 et interrompra sa parution en 2012.

La revue, s'est appuyée sur le plan institutionnel et logistique sur le CEPEC-CSER à l'Institut de sociologie. Elle aura cependant été surtout l'émanation d'un groupe qui s'est retrouvé dans la période d'après mai 68 à l'ULB. Certains d'entre eux étaient encore étudiants en 1968, d'autres chercheurs et assistants à l'université, d'autres encore exerçaient déjà des fonctions dans les organisations syndicales (FGTB et CSC) ou des institutions publiques (Bureau du Plan, Office de l'emploi, ministères...). Un groupe de réflexion et de discussion ouvert et informel constituait un point de rencontre régulier.

La revue ne se limitait donc pas à ses contributeurs et encore moins aux membres de son comité de rédaction. Elle était l'émanation d'un groupe et d'une sensibilité critique, sensibilité qui paraissait se dérober dix ans après 1968. La critique sociale paraissait émoussée dans les organisations syndicales, et la critique intellectuelle étouffée dans le milieu universitaire normalisé. « L'imagination sociologique », selon les termes de Charles Wright Mills, reposait

moins, pensait-on, sur les disciplines académiques que sur l'engagement social. Aussi bien sur le plan politique qu'universitaire la revue ne participait pas aux courants dominants et restait en lisière des institutions.

Le monde paraît bien différent au moment où une nouvelle équipe de jeunes chercheurs s'apprête à relancer la revue. Malgré la crise financière de 2008 et ses prolongements, le « nouvel âge du capitalisme », que Ralf Dahrendorf avait appelé « pumpkapitalismus », c'est-à-dire un capitalisme à crédit fondé sur l'argent bon marché procuré par les marchés financiers déchaînés, n'a pas épuisé ses effets délétères. Un souffle nouveau repose à nouveau sur une ambition sociale sans laquelle aucune perspective sociologique ne vaut la peine qu'on s'y attarde. Pour préserver « l'imagination sociologique » on n'a pas encore trouvé mieux que de demeurer en lisière.